



AUDONIENS – LOCATAIRES - SALARIES CONTINUONS LA MOBILISATION POUR DIRE NON A L'ABSORPTION DE SAINT-OUEN HABITAT PUBLIC PAR LA SEMISO

**LA DÉCISION DU DEVENIR DU LOGEMENT PUBLIC DE SAINT OUEN
EST MAINTENANT ENTRE LES MAINS DU PRÉFET ET DONC DU GOUVERNEMENT**

Les logements de Saint Ouen Habitat Public ont été payés avec de l'argent public, l'argent de nos impôts, nous ne voulons pas que le logement public disparaisse de notre ville,

Aujourd'hui avec un montage financier digne d'un tour de passe passe « made in Levallois-Perret », la SEMISO pourrait devenir propriétaire de l'ensemble des logements SOHP sans qu'elle ne verse réellement un seul centime. Si M. Le Maire de Saint Ouen veut donner gratuitement les logements publics, il devrait au moins avant en informer les locataires concernés.

Pour les personnels, les incertitudes restent grandes, les délégués du personnel de SOHP et de la SEMISO ont voté contre la fusion au Comité d'entreprise. Le Comité Technique de la ville de Saint Ouen a lui aussi voté contre ce projet à l'unanimité.

Face à la décision du Maire de Saint Ouen de brader le logement public et face au flou sur le devenir des salariés, le préfet et le gouvernement doivent prendre leurs responsabilités.

**Le préfet doit dire NON A LA VENTE et à la FUSION rapidement.
Sans réponse de sa part, la fusion aura lieu et il en portera
avec le gouvernement la responsabilité.**

Nous appelons tous les habitants de Saint Ouen et de l'Île Saint Denis, notamment les locataires de SOHP et de la SEMISO, mais aussi les organisations et associations qui veulent que le service public du logement continu d'exister, à venir et à faire venir le plus grand nombre de personnes au rassemblement le lundi 11 janvier 2016.

**ENSEMBLE, CONTINUONS NOS ACTIONS POUR PRESERVER LE
LOGEMENT PUBLIC ET LES PERSONNELS QUI Y TRAVAILLENT.
RASSEMBLEMENT LUNDI 11 JANVIER 2016
A 18h30 HEURES DEVANT LA MAIRIE DE SAINT-OUEN,
POUR EXIGER DU PREFET QU'IL REFUSE LA VENTE ET LA FUSION**